

Publié le 20 novembre 2020

Des Grecs orthodoxes contestent la transformation de Sainte-Sophie en mosquée

Le 10 juillet 2020, un décret du Conseil d'État turc décidait de la réouverture de Sainte-Sophie au culte musulman comme mosquée. Le 24 juillet suivant, jour anniversaire du traité de Lausanne (qui fixa en 1923 les frontières de la Turquie moderne), la prière musulmane y était célébrée en présence du président Recep Tayyip Erdoğan. Un groupe de chrétiens orthodoxes appartenant à la minorité grecque de Constantinople vient d'engager une action en justice contre la conversion de l'ancienne basilique.

«Le temps est venu» pour l'ex-basilique Sainte-Sophie d'Istanbul «de redevenir une mosquée», avait annoncé le président turc le 27 mars dernier. Recep Tayyip Erdogan appelait cette mesure de ses vœux depuis des années. Le 10 juillet, il est parvenu à ses fins, obtenant du Conseil d'État turc la décision de transformer l'ancienne basilique Sainte-Sophie en mosquée. L'édifice restera ouvert «à tous, Turcs et étrangers, musulmans et non-musulmans». Désormais géré par l'autorité chargée des affaires religieuses en Turquie (le Dyianet), et non plus par le ministère de la Culture, il pourra être visité gratuitement en dehors des heures de prière.

Cette décision suscita des réactions très vives à travers le monde. «Je pense à Sainte-Sophie [...] et je suis meurtri», avait déclaré le pape François deux jours plus tard. Le Conseil œcuménique des Églises, qui réunit 350 Églises chrétiennes, avait exprimé son «chagrin» et sa «consternation», et l'Église orthodoxe russe s'est dite «en deuil». Quant à l'[Unesco](#), elle a vivement regretté la décision des autorités turques, prise «sans dialogue préalable» : «Sainte-Sophie est un chef d'œuvre architectural et un témoignage unique de la rencontre de l'Europe et de l'Asie au cours des siècles. Son statut de musée reflète l'universalité de son héritage et en fait un puissant symbole de dialogue», déclarait sa Directrice générale, Audrey Azoulay. Athènes qualifia même cette décision de «provocation envers le monde civilisé».

Œuvre architecturale majeure construite au VI^e siècle par les Byzantins – qui y couronnaient leurs empereurs –, Sainte-Sophie fut pendant près d'un millénaire une cathédrale orthodoxe. Après la conquête de Constantinople en 1453, elle fut transformée en mosquée. Le premier président de la République turque, Mustafa Kemal, désireux soucieux de «l'offrir à l'humanité», la transforma en musée en 1934. Elle a été classée au patrimoine mondial par l'[Unesco](#), «notamment pour son intégration unique de chefs-d'œuvre architecturaux qui reflètent la rencontre de l'Europe et de l'Asie au cours de plusieurs siècles» et pour le fait qu'elle est «un modèle pour toute une famille d'églises et plus tard de mosquées, les mosaïques de Constantinople ayant influencé les arts tant en Orient qu'en Occident». Elle est une des principales attractions touristiques d'Istanbul (en 2019, elle a reçu 3,8 millions de visiteurs).

À la requête de plusieurs associations, le Conseil d'État turc a donc annulé la décision de 1934. La Cour a argué que, dans les actes de propriété au nom de la Fondation Mehmet Fatih (du nom du sultan ottoman qui a conquis Constantinople au XV^e siècle), Sainte-Sophie était inscrite comme une mosquée et que cette qualification ne pouvait être modifiée.

Pour un grand nombre d'observateurs, cette décision vise à galvaniser la base électorale conservatrice et nationaliste d'Erdogan, dans un contexte de difficultés économiques aggravées par la pandémie. Le chef de l'État turc s'attaque aussi à l'héritage de Mustafa Kemal et affermit sa position envers l'Occident et les pays musulmans. Pour Jean Marcou, chercheur associé à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul, «Sur le plan régional, [...] Erdogan se positionne comme le *leader* du monde islamique. Il ne faut pas oublier qu'en 1453, la première fois que Sainte-Sophie est devenue une mosquée, le sultan régnait sur tout l'Empire ottoman». En Turquie, l'opposition à Erdogan s'est abstenue de toute critique, par crainte d'une montée de sentiment islamo-nationaliste dans la population.

Pour le chercheur Étienne Copeaux, interrogé dans [La Croix](#), «la transformation de Sainte-Sophie en mosquée est devenue le point d'aboutissement du nationalisme turc depuis plus d'un demi-siècle maintenant». Il explique qu'Erdogan se situe dans la continuité de l'histoire d'un pays dont il hérite, et qu'il ne représente pas une rupture : «Les Turcs conquièrent Istanbul en 1453 et le premier geste du sultan Mehmet II est de se rendre à l'église Sainte-Sophie pour y faire la prière. Sainte-Sophie, basilique orthodoxe, a déjà mille ans d'existence à cette époque-là. Dans l'islam actuel, on considère que ce geste a transformé *ipso facto* la basilique en mosquée. Elle a donc ensuite servi de mosquée tout en gardant son nom chrétien, *Aya Sofya* («sainte Sophie» en grec). La controverse concernant Sainte-Sophie remonte à 1935 lorsqu'elle est transformée en musée. Elle devient un lieu neutre, elle n'est plus ni basilique, ni mosquée. Seulement, en 1953, lors de la commémoration du cinquantième centenaire de la prise de Constantinople, la Turquie n'est plus sous la direction d'un régime laïque. C'est alors que se font entendre de nombreuses revendications pour que Sainte-Sophie revienne à sa fonction de mosquée. À partir de cette époque, des mouvements islamistes se rassemblent devant Sainte-Sophie chaque 29 mai, date anniversaire de la prise de Constantinople, et réclament la réouverture de Sainte-Sophie au culte. Depuis les années 1950, cette place est devenue un lieu de manifestation pour des groupes extrémistes, parfois violents, se revendiquant d'un courant que j'appelle le national-islamisme, très implanté dans le pays et qui considère que la nation turque se doit d'être musulmane.»

Recep Tayyip Erdogan avait annoncé que les premières prières musulmanes du vendredi auraient lieu le 24 juillet à Sainte-Sophie. Il y fut présent, se joignant à un millier de fidèles et à des responsables de plusieurs pays majoritairement musulmans, comme le Qatar et l'Azerbaïdjan. Certains aménagements avaient été réalisés : mosaïques et icônes chrétiennes ont été recouvertes de plâtre pour que le culte puisse avoir lieu, l'Islam ne permettant pas la présence d'images dans la prière. Des rideaux et des tissus pliants sont également utilisés pour couvrir les symboles chrétiens pendant les prières musulmanes.

Selon le site du Patriarcat œcuménique de Constantinople, [Orthodox Times](#), des chrétiens orthodoxes viennent d'engager une action auprès du Conseil d'État de Turquie, considérant que

l'État turc viole la Convention de l'Unesco sur la protection du patrimoine culturel qui oblige les États à «assurer l'identification, la protection, la préservation, la présentation et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel». Le sous-directeur de l'Unesco pour la culture, Ernesto Ottone, avait d'ailleurs déclaré en juillet dernier que «de telles mesures pourraient constituer des violations des règles découlant de la Convention du patrimoine mondial de 1972.»

Pour Étienne Copeaux, le nationalisme grec considère la reconquête de Sainte-Sophie comme un point d'aboutissement : «Entre 1955 et 1964, la plupart des orthodoxes d'Istanbul ont été expulsés et se sont réfugiés à Athènes ou en Thessalonique, sans pour autant cesser de se considérer comme stambouliotes. À leurs yeux, Sainte-Sophie est un symbole extrêmement fort. [...] À l'instar du nationalisme turc, le nationalisme grec considère comme un point d'aboutissement la reconquête de Sainte-Sophie. Il m'est arrivé de voir, en Grèce et à Chypre, des affiches réclamant la destruction des minarets construits à Sainte-Sophie lors de sa transformation en mosquée. Les Grecs orthodoxes estiment qu'il y a là sacrilège et insulte à leur religion. On observe donc, de part et d'autre, un surinvestissement affectif envers cet édifice chargé de valeurs et d'histoire.»

Selon le quotidien turc *Habertürk*, le Conseil d'État devrait se prononcer «dans un court laps de temps en réponse à l'action engagée.

Laure-Marie de Synthe

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr